PROVINCE DE QUÉBEC

VILLE DE GRANBY

Règlement numéro <-2025 modifiant le Règlement numéro 0844-2019 remplaçant le Règlement numéro 0335-2011 et ses amendements concernant le régime de retraite des employés de la Ville de Granby afin de refléter les règles applicables aux ententes de congé à traitement différé

ATTENDU QUE la Ville de Granby désire refléter les règles applicables si des ententes de congé à traitement différé sont conclues avec des participants à son emploi;

ATTENDU QUE la Ville de Granby doit modifier le régime de retraite en conséquence;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 464 de la *Loi sur les cités et villes*, tout règlement établissant ou modifiant un régime de retraite pour rétroagir à la première date à laquelle les modifications entrent en vigueur;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été donné le 16 juin 2025;

ATTENDU QU'un projet de règlement a été déposé le 16 juin 2025, le tout conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Le < 2025, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.
2. Le règlement numéro 0844-2019 est modifié en ajoutant, après l'article 4.8.6, l'article 4.8.7 comme suit :

« 4.8.7 Congé à traitement différé

Sous réserve des dispositions prévues à la convention collective, si un participant conclut une entente avec l'employeur, respectant les dispositions de l'article 6801 a) du Règlement de l'impôt, aux termes de laquelle le participant bénéficie d'un congé à traitement différé d'une durée maximale d'un (1) an, en contrepartie duquel le participant accepte de ne recevoir qu'une partie de son salaire durant une période qui ne peut excéder cinq (5) années et qui comprend la durée du congé à traitement différé, les règles suivantes s'appliquent :

- a) le participant doit continuer de cotiser au régime pendant toute la durée de la période couverte par l'entente, incluant la durée du congé à traitement différé;
- b) les cotisations du participant et celles de l'employeur, pendant toute la durée de la période couverte par l'entente, sont établies sur la base du salaire que le participant reçoit véritablement de l'employeur durant cette période;
- c) pour les fins du calcul de la rente, le salaire de chaque année et partie d'année visées par l'entente est alors celui que le participant reçoit véritablement de l'employeur durant l'année ou partie d'année et les années de service et les années de participation du participant sont alors reconnues au prorata du salaire reçu par le participant par rapport au salaire qu'il aurait reçu s'il n'avait pas conclu une telle entente avec l'employeur;

- d) à la fin du congé à traitement différé, le participant peut décider de racheter la période manquante des années service et de participation qui lui aurait été reconnue en l'absence de l'entente, mais il doit alors payer sa part de ses différentes cotisations ainsi que celles de l'employeur qui auraient été versées pour cette période en fonction du salaire qu'il aurait reçu s'il n'avait pas conclu une telle entente. Le rachat donnera lieu à un FESP (facteur d'équivalence pour service passé) qui pourrait devoir être attesté par l'Agence du revenu du Canada. »

- 3. Le règlement numéro 0844-2019 est modifié en ajoutant, après l'article 5.8.6, l'article 5.8.7 comme suit :

« 5.8.7 Congé à traitement différé

Sous réserve des dispositions prévues à la politique de rémunération des cadres, si un participant qui est un employé permanent conclut une entente avec l'employeur, respectant les dispositions de l'article 6801 a) du Règlement de l'impôt, aux termes de laquelle le participant bénéficie d'un congé à traitement différé d'une durée maximale d'un (1) an, en contrepartie duquel le participant accepte de ne recevoir qu'une partie de son salaire durant une période qui ne peut excéder cinq (5) années et qui comprend la durée du congé à traitement différé, les règles suivantes s'appliquent :

- a) le participant doit continuer de cotiser au régime pendant toute la durée de la période couverte par l'entente, incluant la durée du congé à traitement différé;
- b) les cotisations du participant et celles de l'employeur, pendant toute la durée de la période couverte par l'entente, sont établies sur la base du salaire que le participant reçoit véritablement de l'employeur durant cette période;
- c) pour les fins du calcul de la rente, le salaire de chaque année et partie d'année visées par l'entente est alors celui que le participant reçoit véritablement de l'employeur durant l'année ou partie d'année et les années de service et les années de participation du participant sont alors reconnues au prorata du salaire reçu par le participant par rapport au salaire qu'il aurait reçu s'il n'avait pas conclu une telle entente avec l'employeur;
- d) à la fin du congé à traitement différé, le participant peut décider de racheter la période manquante des années service et de participation qui lui aurait été reconnue en l'absence de l'entente, mais il doit alors payer sa part de ses différentes cotisations ainsi que celles de l'employeur qui auraient été versées pour cette période en fonction du salaire qu'il aurait reçu s'il n'avait pas conclu une telle entente. Le rachat donnera lieu à un FESP (facteur d'équivalence pour service passé) qui pourrait devoir être attesté par l'Agence du revenu du Canada. »

- 4. Le règlement numéro 0844-2019 est modifié en ajoutant, après l'article 6.8.6, l'article 6.8.7 comme suit :

« 6.8.7 Congé à traitement différé

Sous réserve des dispositions prévues à la convention collective, si un participant conclut une entente avec l'employeur, respectant les dispositions de l'article 6801 a) du Règlement de l'impôt, aux termes de laquelle le participant bénéficie d'un congé à traitement différé d'une durée maximale d'un (1) an, en contrepartie duquel le participant accepte de ne recevoir qu'une partie de son salaire durant une période qui ne peut excéder cinq (5) années et qui comprend la durée du congé à traitement différé, les règles suivantes s'appliquent :

- a) le participant doit continuer de cotiser au régime pendant toute la durée de la période couverte par l'entente, incluant la durée du congé à traitement différé;
 - b) les cotisations du participant et celles de l'employeur, pendant toute la durée de la période couverte par l'entente, sont établies sur la base du salaire que le participant reçoit véritablement de l'employeur durant cette période;
 - c) pour les fins du calcul de la rente, le salaire de chaque année et partie d'année visées par l'entente est alors celui que le participant reçoit véritablement de l'employeur durant l'année ou partie d'année et les années de service et les années de participation du participant sont alors reconnues au prorata du salaire reçu par le participant par rapport au salaire qu'il aurait reçu s'il n'avait pas conclu une telle entente avec l'employeur;
 - d) à la fin du congé à traitement différé, le participant peut décider de racheter la période manquante des années service et de participation qui lui aurait été reconnue en l'absence de l'entente, mais il doit alors payer sa part de ses différentes cotisations ainsi que celles de l'employeur qui auraient été versées pour cette période en fonction du salaire qu'il aurait reçu s'il n'avait pas conclu une telle entente. Le rachat donnera lieu à un FESP (facteur d'équivalence pour service passé) qui pourrait devoir être attesté par l'Agence du revenu du Canada. »
5. Le règlement numéro 0844-2019 est modifié en ajoutant, après l'article 7.8.6, l'article 7.8.7 comme suit :

« 7.8.7 Congé à traitement différé

Sous réserve des dispositions prévues à la convention collective, si la convention collective applicable à un participant lui permet de conclure une entente de congé à traitement différé, respectant les dispositions de l'article 6801 a) du Règlement de l'impôt, et qu'un participant conclut une telle entente avec l'employeur aux termes de laquelle le participant bénéficie d'un congé à traitement différé d'une durée maximale d'un (1) an, en contrepartie duquel le participant accepte de ne recevoir qu'une partie de son salaire durant une période qui ne peut excéder cinq (5) années et qui comprend la durée du congé à traitement différé, les règles suivantes s'appliquent :

- a) le participant doit continuer de cotiser au régime pendant toute la durée de la période couverte par l'entente, incluant la durée du congé à traitement différé;
- b) les cotisations du participant et celles de l'employeur, pendant toute la durée de la période couverte par l'entente, sont établies sur la base du salaire que le participant reçoit véritablement de l'employeur durant cette période;
- c) pour les fins du calcul de la rente, le salaire de chaque année et partie d'année visées par l'entente est alors celui que le participant reçoit véritablement de l'employeur durant l'année ou partie d'année et les années de service et les années de participation du participant sont alors reconnues au prorata du salaire reçu par le participant par rapport au salaire qu'il aurait reçu s'il n'avait pas conclu une telle entente avec l'employeur;

- d) à la fin du congé à traitement différé, le participant peut décider de racheter la période manquante des années service et de participation qui lui aurait été reconnue en l'absence de l'entente, mais il doit alors payer sa part de ses différentes cotisations ainsi que celles de l'employeur qui auraient été versées pour cette période en fonction du salaire qu'il aurait reçu s'il n'avait pas conclu une telle entente. Le rachat donnera lieu à un FESP (facteur d'équivalence pour service passé) qui pourrait devoir être attesté par l'Agence du revenu du Canada. «
6. Le règlement numéro 0844-2019 n'est pas autrement modifié.
7. Le présent règlement entre en vigueur à compter de son adoption avec effet rétroactif le 11 mai 2019.

Julie Bourdon, présidente de la séance

M^e Andrée-Anne Benjamin, directrice des
Services juridiques et greffière

Granby, ce

Julie Bourdon, mairesse

M^e Andrée-Anne Benjamin, directrice des
Services juridiques et greffière